

LOCK-OUT À LA CAFÉTERIA

Dans un communiqué publié par le service des Relations Extérieures de l'Université, d'Administration annonce que, tant que durera l'attitude présente des étudiants, elle tiendra la cafétéria fermée. On recommande donc aux étudiants désireux de manger à proximité du campus de se servir du service alimentaire suppléant mis à leur disposition par le syndicat étudiant.

Nous avons rencontré des membres de l'exécutif de l'AGEUM qui nous ont radicalement confirmé le fait que l'AGEUM, n'a jamais été saisie de la nécessité d'augmenter les prix du service alimentaire, contrairement à ce qu'affirme le pamphlet du bureau d'information de l'U. de M. Cette publication, selon l'exécutif, va à l'encontre de la logique en déclarant que ce sont les étudiants qui abusent alors que dans un contexte de revendications en faveur de la gratuité scolaire, il est normal de protester contre une augmentation des frais de scolarité. C'est plutôt l'Université qui abuse en rendant encore plus lourd le fardeau qu'ont à supporter

les étudiants.

Dé plus, l'exécutif relève parmi les erreurs de ce pamphlet un abus grossier en prétendant qu'un étudiant peut prendre un repas complet à 50 cents. Le repas de 50 cents comprendrait par exemple une soupe, une entrée au fromage, tomate et sardines, plus un dessert à 10 cents, pas de breuvage. (d'après le menu officiel de l'Université).

L'Administration prétend que les prix de notre service alimentaire se comparent avantageusement à ceux des autres universités. Ginette Truesdell, étudiante qui a établi l'étude comparative des prix, peut démontrer qu'à Laval, les étudiants paient leur repas 26.6% moins cher que les étudiants de l'U. de M. Cette étude considère le nombre d'employés, le nombre d'heures de travail par semaine, le salaire des employés, les prix de gros des aliments, le nombre de repas par jour, le nombre de repas par saison, le nombre d'étudiants aux résidences, les profits ou déficits, le choix des plats de résistance et la qualité des aliments.

Ginette Truesdell déclare entre autre qu'avec le nombre d'employés Laval sert 909 repas par jour en moyenne alors que notre service n'en sert que 637 en moyenne. Ce n'est pas à nous de payer pour la mauvaise administration de l'Université.

De toute façon l'AGEUM n'est pas surprise de l'attitude intransigeante de l'Université et s'est préparée depuis longtemps à cette éventualité. Des services auxiliaires ont été mis sur pied et sont prêts à accueillir un grand nombre d'étudiants. Ces services sont situés à proximité du campus.

Toutefois notre syndicat demande aux étudiants qui habituellement prennent leurs repas à la maison de continuer à le faire. Enfin, on demande aux étudiants de se servir de plus en plus des distributrices où on donnera un meilleur service.

Louis GENDREAU
Louis FALARDEAU

À
QUAND

le Quartier Latin

VOLUME XLIX

MONTREAL - 29 SEPTEMBRE 1966

NUMERO 5

THE
AGEUM
TRUST?

CONGRÈS

(J.P. D.) L'association Générale des Etudiants de l'Université de Montréal tiendra son congrès samedi le 8 octobre, ici même à l'Université. La préparation de l'ordre du jour n'est pas encore terminée mais déjà, nous en connaissons les grandes lignes.

Si les assises ne dureront que la journée du samedi, celle-ci sera relativement chargée. Tout d'abord, on veut que les commissions fonctionnent selon la méthode de l'animation. Pour les plénières, on cherche une méthode originale afin que ce ne soient pas toujours les mêmes qui aient la parole. C'est sous le thème probable de "démocratisation des structures universitaires" que les participants auront à étudier les 8 points précis qui font l'objet des revendications de l'AGEUM: cafétéria, tests d'admission, co-gestion, problèmes de la location des locaux, des sports, etc. On sent que l'ombre de la Charte présidera aux débats.

L'ordre du jour sera vraisemblablement le suivant:

10.00 hres. a.m.: PLENIÈRE (rapport des Commissions).

12.00: repos et dîner léger.

1.30 hres p.m.: Réunion en commissions (4 thèmes à l'étude).

Repos.
Réunion en commission pour les 4 autres thèmes.

PLENIÈRE pour faire le point.

Le tout devrait se terminer vers 5.30 hres.

Chaque commission comprend un délégué de l'AGEUM spécialiste de la question. Chez les organisateurs, on espère qu'il sera possible d'obtenir autant de délégués de l'administration. Ceci simplement pour aider aux débats. M. Edouard Cloutier, Président du syndicat a déclaré ce qui suit concernant l'importance du Congrès: "C'est sur ce qui en ressortira que nous nous orienterons notre action. Ce Congrès se veut une consultation populaire plutôt qu'une occasion de légiférer. L'important, c'est de sensibiliser la population étudiante d'une façon globale et de ne pas compartimenter les problèmes. Tout est uni et va ensemble".

De toute façon, d'ici une semaine, l'ordre du jour sera terminé et l'on entend informer suffisamment les étudiants. Ceux-ci recevront bientôt toute la documentation nécessaire sur le contenu du Congrès.



"L'ombre de la charte"

Photo: Serge Proulx



"Je n'ai jamais eu d'échec... André Béliste"

photo: Maurice Dubreuil

BOYCOTTAGE

Après avoir tenté en vain, pendant deux heures, de rejoindre messieurs Lemay et Lacoste par téléphone, nous devons à regret nous passer de leurs déclarations.

De toute façon, selon l'AGEUM il est fort possible et même plus que probable que dès ce soir, il y ait lock-out à la cafétéria. L'AGEUM est déjà à mettre sur pied une cantine provisoire.

Fait cocasse M. Lacoste aurait accusé les membres de Conseil de l'AGEUM d'être "légitimement responsables" du boycottage. Ce à quoi il lui fut répondu par l'affirmative. M. Lacoste aurait ajouté que la politique administrative ne regardait que l'administration. Il s'est vu répondre que si l'université s'occupait de l'administration, l'AGEUM elle, devait s'occuper de ses membres.

COTE ETUDIANTS

Du côté étudiant 100% de collaboration au dire des organisateurs du boycottage. Interrogés à midi, les étudiants déclarent: "L'attitude de l'université: une connérie. Le boycottage est une question de principe avant tout." Un autre étudiant d'ajouter: "C'est une attitude à laquelle on peut s'attendre de la part de l'université, c'est dégueulasse."

Une jeune fille déclare: "C'est une question de principe mais aussi une question pratique; ce n'est pas du chantage, le boycottage est fondé sur cette réalité que l'étudiant ne peut assumer l'augmentation du prix des repas. Les bourses, elles, n'ont pas augmenté et la nourriture n'est pas meilleure."

Un étudiant de sociologie fait le point: "C'est une question de principe puisque l'AGEUM existe "de jure" et que de ce fait elle n'existe pas. Le boycottage n'a pas commencé avec l'AGEUM mais avec l'administration de l'université qui a boycotté l'AGEUM."

Pauline GAGNON



Un kiosque pour le p'tit change



La cohue familière...



Et un beau sourire syndical.

Photo: Maurice Dubreuil

DES \$\$ M. JOHNSON

Dans une Université qui, telle une vieille dame, cherche à se donner un semblant de jeunesse et un regain de prestige par des soins esthétiques appropriés, une fonction vitale comme les cours est parfois mal assurée. Au point, par exemple, que des groupes de 500 étudiants, après s'être laissés porter par les modernes escaliers mobiles, après avoir admiré les pelouses vertes et l'asphalte rouge, regardé les bancs vides à l'extérieur et contemplé le paysage, devront aller s'engouffrer dans l'auditorium et essayer péniblement d'écouter un professeur dont ils noteront les propos sur leurs genoux serrés. La recherche reste freinée par une bibliothèque inadéquate quant aux locaux, au nombre des volumes, etc., etc... L'explosion de la population étudiante, le développement de la recherche exigent de nouveaux bâtiments, des salles nouvelles, des instruments adéquats.

Or le développement de l'Université, comme d'ailleurs celui de tout le système d'éducation, se butte constamment au problème des fonds. Le gouvernement ne donne pas assez d'argent, dira-t-on. On ne sait pas, par exemple, quelles seront les subventions accordées (si jamais elles le sont) pour le bâtiment de la Faculté des Sciences Sociales. L'hôpital universitaire? Mais qui le paiera? Et dans tout cela, on n'a pas parlé des employés. Après une grève de plus de deux mois, les employés de la bibliothèque et ceux du Centre Social ont réussi à obtenir des conditions nouvelles de salaire. Il est vrai qu'ici, l'Université a trouvé la solution en "invitant" les étudiants à collaborer financièrement à sa grande oeuvre humanitaire. Mais les étudiants ont eu la mauvaise idée de

protester, et encore là, on se tourne vers le gouvernement.

Et que dire, par ailleurs, des déboursés nécessaires pour la création des Instituts, la formation massive des nouveaux maîtres, la démocratisation de l'éducation? Constamment, on se tourne vers M. Johnson pour lui demander des piastres.

Mais à l'en croire, M. Johnson n'aurait pas d'argent. Il a beau se débattre, faire tout son possible, tempêter et menacer, faire du chantage auprès d'Ottawa, il revient toujours nous dire qu'il n'a pas d'argent. Par conséquent, il faudra être raisonnable, ne pas exagérer dans nos demandes, tant dans le domaine de l'éducation que, par exemple, dans celui de la Santé. Que voulez-vous, c'est bien de valeur, nous en avons les larmes aux yeux, mais nous ne pouvons pas vous donner l'assurance-santé pour juillet 1967. Bien entendu, il faut donner un salaire adéquat aux employés d'hôpitaux, mais vraiment, nous ne pouvons accepter les demandes du syndicat. Nous sommes bien prêts à améliorer quelque chose dans vos conditions de travail, mais pour les piastres, il faudra attendre. Et n'allez pas protester, surtout vous autres les maudits étudiants, car alors, nous nous boucherons les oreilles et nous continuerons à faire notre devoir envers et contre tous.

Il faudra attendre, mais quol au juste? C'est cela que nous nous demandons. Car tout sera toujours plus cher, les besoins et les problèmes iront croissant. Toutes choses étant égales par ailleurs, on ne voit pas comment le gouvernement aura plus d'argent pour répondre aux besoins. Proportionnellement, on peut

même se demander s'il n'en aura pas moins. Evidemment, il y aurait quelques petites solutions, mais cela, il ne faut pas trop y penser tant que M. Johnson sera au pouvoir. A un homme qui avouait publiquement, dans sa campagne de 1962, qu'il jouait en Bourse, à un homme qui a quasiment érigé l'entreprise privée en principe métaphysique, comment peut-on demander d'aller chercher l'argent là où il se trouve? Bien sûr, des rêveurs vous diront que les besoins croissants réclament un réaménagement de l'économie pour que l'entreprise assume vraiment sa fonction sociale par la gestion communautaire. Mais M. Johnson et ses acolytes, les sieurs Dozois et Bellemare (le bien nommé!), sauront, au bon moment, sortir l'épouvantail du monopole d'Etat. Ils auront garde de vous entretenir de quelques autres petits monopoles qu'ils doivent sans doute connaître. Voilà le bon moyen de résoudre la difficulté, et le tour est joué.

La sinistre farce de la politique québécoise consiste à poser les problèmes les plus graves et à prétendre essayer de les résoudre par des apparences de solutions baptisées politiques "réalistes", alors que les seules vraies politiques réalistes sont consciemment rejetées et déformées. On endort ainsi non seulement le gros de la population, mais encore une partie de la prétendue intelligentsia qui prendra un plaisir masochiste à prendre au sérieux le jeu des comédiens dans l'espace du mensonge. Mais ce jeu est dangereux, et à force de jouer ainsi avec les besoins de tout un peuple, ils finissent par vous éclater entre les mains.

Guy Sarrazin

Élections municipales:

LE P.S.Q. À RATÉ LE BATEAU

"Ce qui est dangereux pour la démocratie, c'est une opposition qui fait perdre du temps à l'administration, qui met de la chicane... Nous croyons à la démocratie directe... Il n'y a pas de danger dans une forte administration si elle est fondée sur la volonté de servir le public. Elle est même la meilleure garantie de démocratie. Une administration faible, voilà le danger. "Ce sont les propos qu'a tenus dimanche soir le maire de Montréal, Me Jean Drapeau, alors qu'il tentait de convaincre ses électeurs de reporter son parti au pouvoir sans aucune opposition lors des prochaines élections municipales.

Mais il pourrait s'agir aussi des principaux points du programme de ses adversaires... s'il en avait de sérieux. On connaissait bien sûr le conservatisme de M. Drapeau et son dédain de l'opposition, mais on ne le savait quand même pas assez effronté pour aller déclarer publiquement qu'à l'avenir il désirait décider seul la manière de servir le public.

Tous les dictateurs, qu'il s'agisse de Franco ou de Duplessis, n'étaient au fond que de braves types qui désiraient tout simplement éviter "l'opposition chicanière" et servir le public comme ils l'entendaient, étant persuadés qu'ils savaient qu'une quelconque opposition ce que le bon peuple voulait.

Et d'ailleurs, pourquoi s'en faire, M. Drapeau affirme qu'il y a discussion au sein même de son par-

ti mais il ne croit pas "que les discussions doivent se faire en public". A quoi ça servirait que tout les non-instruits qui n'y connaissent rien soient mis au courant de tous ces problèmes?

Papa Drapeau nous demande de lui faire pleine confiance, à lui qui nous a si bien servis depuis six ans et à sa méthode qui s'est avérée si efficace. Peut-être sommes-nous les moins respectueux de ses enfants, mais chose certaine nous sommes loin d'être satisfaits de ses états de service et nous ne faisons pas du tout confiance à sa méthode: nous croyons en la nécessité d'une opposition, peut-être chicanière, mais éveillée et efficace.

D'opposition, il n'y a présentement que cet espèce de Classel-Candidat-du-Pape ridicule et inoffensif qu'est le "docteur" Gilbert Croteau. Il n'offre certainement pas d'alternative à l'administration Drapeau-Saulnier, sauf qu'il serait peut-être intéressant d'avoir des trottoirs chauffés en hiver en face de l'Université. Mais nous préférons encore le ridicule conscient de notre chroniqueur humoristique.

Toutefois il nous apparaît étonnant que la seule opposition vienne de la droite de M. Drapeau, qui n'est quand même pas bien large alors que la gauche trouverait dans une élection municipale un moyen efficace et peu coûteux de se faire connaître et de mettre de l'avant un programme socialiste.

Pourquoi le Parti Socialiste du Québec n'a-t-il pas saisi de présenter une contre-partie socialiste à la politique de grandeur de M. Drapeau? Il y avait pourtant beaucoup de sujets à exploiter: les accros à la démocratie, le manque de planification et de réalisations dans le domaine de la rénovation urbaine, une politique de développement économique tendant à consolider l'écart entre les riches et les pauvres, en faisant tout pour les premiers et presque rien pour les autres, etc.

Bien sûr le Parti Socialiste n'aurait pu présenter un candidat à chacun des 48 sièges de conseillers, mais il lui aurait été possible d'en présenter un à la mairie. En concentrant son effort sur un seul homme, il aurait pu faire une bonne campagne avec très peu d'argent. Enfin en offrant une alternative sérieuse au tandem Drapeau-Saulnier, il aurait certes reçu de la part des médias d'information une plus grande attention qu'il peut en espérer sur la scène provinciale alors que quatre partis "sérieux" plus importants sont dans la lutte. Ça aurait été une occasion de rêve de faire ses premiers pas sur la scène électorale et de faire connaître le socialisme à un très grand nombre de gens.

Nous regrettons que le PSQ ne l'ait pas fait. M. Drapeau n'aura probablement pas plus d'opposition que l'imbattable Frank Harley.

Louis FALARDEAU

Chapelle à vendre

La Caisse Populaire doit emménager dans un local plus grand. Les salles de lecture du Centre Social sont souvent utilisées à d'autres fins sur un campus où il n'existe pratiquement aucun endroit permettant aux étudiants d'étudier. Alors que le Centre Social a été conçu pour une population de 3,000 étudiants, il devrait aujourd'hui en accommoder 12,000. Enfin, pour pouvoir offrir des services aussi peu lucratifs que la Caisse Populaire et la Coopérative, l'AGEUM doit payer un loyer à l'Université.

Or, si vous avez déjà eu la curiosité d'aller visiter le sixième étage et demie du Centre Social, vous aurez sans doute remarqué cette salle longue, haute et vide qui s'appelle la chapelle. Episodiquement, elle reçoit au maximum une trentaine de personnes par jour à la messe de 5 h. 30. Le dimanche matin, une fois par semaine, il lui arrive de servir adéquatement, pour deux messes.

Ce local, mis à la disposition de la Communauté chrétienne par l'Université (pontificale, s'il vous plaît!) donne l'image d'un privilège archaïque et inutile. La messe du Saint-Esprit, célébrée il y a deux semaines, aurait très bien pu l'être à la chapelle. Or la Communauté chrétienne a jugé préférable de se rendre au Grand Salon du Centre Social. Dans une université appelée à se déconfectionnaliser, ce privilège est inacceptable. L'Église ne devrait-elle pas être la première à le reconnaître et à mettre en pratique cet esprit de service qui, nous dit-on, la caractériserait depuis le Concile?

Pour sa part, l'AGEUM ne devrait pas hésiter à réclamer ce local. Vouloir obtenir l'accessibilité aux locaux et la déconfectionnalisation de l'Université, elle doit, dans le contexte de la bataille de la Charte qu'elle entreprend, exiger de l'Université l'affectation de ladite chapelle à des fins utiles aux étudiants. On n'a que l'embaras du choix; salle d'étude

pouvant éventuellement servir de théâtre, salle de réunions, de conférences, bureaux, etc... Quant à la Communauté chrétienne du campus, elle devrait saisir là une occasion de se dynamiser davantage, et Dieu sait si elle en a besoin!

Marie LACHANCE,
Sc. Religieuses
Guy SARRAZIN

U THANT n'a pas de temps à perdre

Depuis qu'il a annoncé son intention de ne pas accepter de second mandat comme secrétaire-général des Nations-Unies, M. Thant fait l'objet de pressions très fortes de la part des délégations de la majorité des Etats membres afin qu'il revienne sur sa décision. Il a lui-même coupé court à ce concert de louanges la semaine dernière alors qu'il a demandé qu'on s'efforce plutôt de lui trouver un remplaçant.

La décision de M. Thant nous paraît très sage. Il a pris conscience depuis quelques années que l'ONU n'est plus, si elle l'a déjà été, l'arbitre impartial et efficace des conflits entre les nations, capable d'éviter une troisième guerre mondiale, telle que l'ont voulu les participants à la conférence de San-Francisco.

Bien sûr M. Thant a connu quelques succès depuis le début de son mandat. A Chypre par exemple. Et encore... Mais il a surtout été le témoin impuissant d'une série d'échecs dus au désir des grandes puissances de garder entière leur souveraineté.

Il y eut d'abord le refus de la France et de la Russie de participer au financement des opérations militaires de l'ONU. Ensuite l'entêtement des Etats-Unis qui ont réussi encore une fois l'année dernière à empêcher la Chine de siéger, démontrant clairement que la seule paix qui les intéresse est la sordide "paix américaine".

Et il y a surtout la question vietnamienne. Alors que les "marines" de Batman Johnson s'amusaient à détruire non seulement le peuple, mais aussi le territoire vietnamien, mais que le seul véritable risque de conflit mondial se trouve en haut et en bas du 17e parallèle, l'ONU ne peut même pas discuter de cette question parce que les puissants qui siègent au Conseil de Sécurité ne veulent pas qu'on se mêle de leurs affaires.

M. Thant, devant ce bilan négatif, ne peut faire autrement que de démissionner. Et qu'on n'en fasse pas le bouc émissaire d'une éventuelle désintégration de l'ONU. Les responsables seront ceux qui en lui liant les mains l'ont forcé à démissionner.

Louis FALARDEAU

Le Quartier Latin

journal hebdomadaire des étudiants de l'Université de Montréal
Publié par l'AGEUM.

Directeur: Nicole Fortin
Assistant-directeur: Louis Falardeau
Rédacteur en chef: Christiane Richard
Chef des nouvelles: Louis Gendreau
Directeur au cahier: Yvan Mornard
Secrétaire à la rédaction: Solange Gauthier
Directeur de la photographie: Serge Proulx
Service des nouvelles: Louis Gendreau, Pauline Gagnon, Henri Bradet, Lisette Blain, Rénald Bourque, Bernard Mataigne, Jean-Pierre Daitaire, Martin Dutresne, Claude Gauthier et Gisèle Filion.
Photographie: Serge Proulx, Daniel Remy et Maurice Dupras
Caricaturiste: Dupras
COLLABORATEURS: André Saicant, Robert Tremblay et Guy Sarrazin.
Mise en page: Christiane Richard et Louis Gendreau

LE QUARTIER LATIN

Volume XLIX — Jeudi, le 29 septembre 1966

Numéro 5

PUBLICITÉ: Georges Lefebvre, 739-4777 — Abonnement pour l'année universitaire \$3.00 — REDACTION: 2222, Maplewood, 161. 733-8248; Centre Social, ch. 7C.

L'impression a été confiée à "Publitex Inc.", 8000, rue Dante

Le ministère des Postes à Ottawa a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication. Port payé à Montréal.

Les opinions émises dans ce journal ne sont pas nécessairement celles de l'AGEUM.

FACULTE DE LETTRES:

"TOUT EST À REFAIRE"

"Les archives de l'Association des Etudiants de Lettres ne sont en définitive qu'une petite boîte de carton pleine de papperasse. Les comités de régie des années passées ont mis l'accent beaucoup plus sur la politique extérieure que sur la structuration de l'Association. C'est un fouillis. Tout est à refaire."

"ÇA FAIT DUR"
C'est en ces termes que Richard Desrosiers, président de l'Association des Etudiants de la faculté de Lettres, qualifiait la situation dans laquelle il était forcé de travailler. On sait que cette faculté est composée de trois départements: géographie, histoire et littérature-linguistique. On a bien souvent noté, dans le passé, la difficulté d'avoir des intérêts communs entre ces départements; si bien que les étudiants en histoire se sentent beaucoup plus près des sciences-sociales que de la géographie ou de la littérature.

AUTONOMISTES
Il se prépare d'importants "chambardements" au niveau de l'Association des Etudiants de Lettres. "Depuis quelques temps ça allait très mal. On a toujours eu un comité de régie à tendance très centralisatrice. Les trois départements avaient droit à une représentation identique au niveau de ce comité (que les étudiants représentés soient au nombre de 60 ou de 300). Cette tendance a évidemment entraîné des frictions. Le département de Géographie, il y a un an, s'est constitué une association autonome. le départe-

ment d'Histoire fera de même cette année. Ceci nous amène dans le cœur du problème, soit un grand besoin d'autonomie et de décentralisation"

DECENTRALISATION
Le besoin d'autonomie ne doit pas se traduire

et Alain Gariépy est étudiant en Géographie. Nous nous entendons pour former trois blocs quasi-indépendants. L'Association des Etudiants de Lettres ne sera plus qu'une entité juridique. Elle doit cependant continuer à exister pour fins de représentation à



"Ca fait dur"

par l'anarchie. "Un plan de décentralisation est actuellement élaboré. on espère pouvoir le mettre à exécution. Mon exécutif est formé de représentants de chacun des départements, Lise Pothier et moi-même sommes étudiants en Histoire, Claudette Viau et Régis Larouche sont de Littérature-Linguistique

l'extérieur et pour fins de coordination et de planification à l'intérieur de la faculté. Mais il y aura réellement décentralisation: sur le plan budgétaire, 90% des fonds retourneront aux structures de bases, la représentation de l'A.G.E.U.M. sera divisée entre des délégués de chacun des départements, il n'y aura

plus de ciné-club de faculté, plus de semaine de Lettres. Les comités de régie pourront, s'ils le désirent, reprendre ces activités à leur compte ou en faire d'autres."

PLEINS POUVOIRS AUX COMITES

"Notre affaire est un peu révolutionnaire. Nous voulons construire une pyramide de participation dans laquelle chaque classe aura son mode de représentation. Quand une faculté grandit, les représentants étudiants perdent contact avec la base. Notre pyramide va permettre des contacts nouveaux et réels avec nos membres. Tout le domaine exécutant tombe sous la responsabilité des départements. Il n'y aura même plus d'élection au vote universel au niveau de la faculté. L'exécutif sera élu par les représentants des trois blocs, ils se réuniront et ce sera à eux de décider."

Louis GENDREAU

(NOTE) Une journée syndicale décidera de la forme définitive que prendra la constitution des membres de l'Association des Etudiants d'Histoire. Samedi prochain, dans la salle B310-320, aura lieu une grande consultation qui devrait permettre aux étudiants de ce département de se donner une structure qui répondra vraiment à leurs besoins.

LA NÉGRITUDE

Un chef d'Etat cultivé jusqu'à l'érudition, un apôtre qui se fait homme de lettres et linguiste, un ethnologue qui tient du philosophe, tout cela se trouve réuni dans la personnalité de Léopold Senghor, président du Sénégal, qui venait lundi dernier nous entretenir sur la négritude.

Mais au juste qu'est-ce que la négritude? L. Senghor nous met en garde tout de suite qu'il ne faut pas identifier ce concept au racisme; c'est plutôt une volonté d'être soi-même c'est-à-dire des peuples négro-africains, libres, qui forment une civilisation authentique basée sur des valeurs communes.

Ce sont les écrits des militants noirs qui ont formé l'idéologie née de la négritude. En même temps, cette lutte culturelle se doublait d'une lutte politique (indépendance). Cependant, au Sénégal, nous dit monsieur Senghor, il n'y a pas eu de rejet des autres peuples notamment des colonisateurs français, mais nous avons tenté de travailler en symbiose pour un humanisme réel.

Pour comprendre cette négritude, il faut savoir ce qu'est l'âme africaine. L'homme noir, c'est fondamentalement l'homme de la

nature "des fastes du couchant" l'homme intuitif qui sent avant de voir" il est antenne, non oeil" ou l'objet est symbole d'une réalité profonde.

Dans cette optique de l'intuitif — a priori ouverte à tous, — l'orateur nous entraîna sur le terrain du dialogue, de la solidarité des hommes, de leur coopération: "il ne faut pas juger comme les Américains pour qui les Soviétiques ont tort et sont mauvais et comme les Soviétiques pour qui les Américains ont tort et sont mauvais." Dans chaque homme nous dit le président Senghor, il y a un mâle et une femelle; dans chaque homme il y a un Blanc et un Noir. Cette raison intuitive est la base de l'anthologie négro-africaine qui est unitaire c'est-à-dire au bout d'un noeud de complémentarité. Elle est également existentielle — une force vitale au fond de l'être, en équilibre instable. C'est le plus-être.

La littérature et les arts sont aussi des instruments du plus-être; non pas de l'art mais engagés dans la vie de tous les jours. L'esthétique noire s'oppose à l'esthétique traditionnelle classique gréco-latine (la Vénus de Milo, objet matérialiste qui n'est pas un



photo: M. Dubreuil

Léopold Senghor

symbole). C'est un art collectif fait par tous et pour tous (la Vénus de Lescube devient symbole de fécondité). Cette femme, ce n'est pas une femme érotique comme celle des civilisations industrielles, ce sont des formes, ce sont des rythmes de cette image qui provoquent un élan sensuel et mystique.

C'est aussi une civilisation de la parole où les mots ont un sens concret et émotif. Le rythme devient l'énergie créatrice, le dynamisme interne. L'esprit est incarné dans le rythme — le rythme sceau de la négritude.

Les chances de la négritude dans l'humanisme du XXe siècle sont très faibles, nous dit L. Sen-

ghor. Paradoxalement il se presse d'ajouter que l'art africain est l'art contemporain (comme lui disait Picasso, il faut que nous redeviendions des barbares). Une des preuves tangibles et définitives de la vivacité de la négritude, c'est le premier festival international des arts nègres tenu à Dakar en 1966, qui permettra aux peuples noirs d'en arriver à l'africanité, symbiose de la négritude et de l'Afrique.

"Je lance un cri de foi en la négritude" nous dit le président Senghor; le combat ne fait que commencer. C'est notre revanche que les Américains dansent, chantent et marchent en Noirs."

Claude GAUTHIER

Le premier spectacle de l'U.G.E.Q. à Montréal

Jean Gaétan, administrateur de l'UGEQ, dans une entrevue accordée au Quartier Latin samedi soir dernier lors du premier spectacle de l'UGEQ à Montréal, nous a exposé les raisons qui ont motivé le choix des artistes invités à se produire sur la scène de l'Auditorium.

"On a invité Raymond Lèvesque parce qu'à notre avis, il est au même titre que Félix Leclerc, le doyen de la chanson québécoise. Les autres artistes que nous avons engagés, sauf Clé-

mence Desrochers, sont de la nouvelle vague. Notre spectacle, leur offre la chance de travailler devant un auditoire assez nombreux, très critique et placé dans une grande salle. Pour Les Bachots, Les Alexandrins, Louise Forestier et Claire Leroux c'était la première chance de se produire dans une grande salle. En quelque sorte on peut dire que l'U.G.E.Q. les a lancés. Pour Clémence Desrochers, c'est autre chose, elle fait bande à part, ce n'est pas une débutante

mais elle ne s'est pas encore imposée"

"Le spectacle lui-même est, à mon avis, une réussite. On ne peut dire de même pour l'assistance, le nombre de spectateurs est nettement insuffisant (800), il faut déplorer le fait que les étudiants des collèges classiques n'ont pas cru bon de se déplacer pour venir assister au premier spectacle organisé par leur centrale syndicale."

Je ne suis pas un critique et ce n'est pas là mon rôle. Cependant j'aimerais vous donner les impressions d'un spectateur moyen. Raymond Lèvesque a donné un tour de chant très nationaliste et très politique.

Les clameurs et les bravos de l'assistance me permettent d'affirmer que son choix de chansons fut judicieusement fait.

Clémence "la magnifique" Desrochers, avec ses chansons et ses monologues a eu un certain succès. On ne peut dire à quel point, "c'est ses textes, s'ils sont drôles, sont aussi mordants, voire même choquants. Vraiment elle nous caricature trop bien. Parmi les nouveaux déjà nommés, Les Alexandrins (Luc et Lise Cousineau) avec une musique bien rythmée, presque du jazz, avec une voix féminine originale à la fois forte et douce, ont remporté un vif succès.

Louis GENDREAU

DEMOCRATIE - PARTICIPATION

Droit à l'Éducation — Accessibilité générale — Confessionnalité — Ecole Neutre — Démocratisation du système — Aide aux Étudiants.

Le débat est lancé! Étudiants qui sommes les principaux intéressés, nous ne pouvons pas nous abstenir. Vous avez des idées qui vous sont chères! Le Comité d'Aide Financière et d'Éducation de l'A.G.E.U.M. vous offre la chance de les faire prévaloir. Pour tous renseignements veuillez communiquer avec:

Pierre Roy,
Directeur du Comité d'Aide Financière et d'Éducation de l'A.G.E.U.M.,
ch. 704, Centre Social,
no 739-4471,
de 12.00 à 2.00 du lundi au vendredi.

PRO MUSICA

19e saison - SALLE LE PLATEAU - Le dimanche, 4 h. 30 p.m.
OCT. 9 - Il Sestetto Di Bolzano - Quintette à vent avec piano.
OCT. 30 - Le Quatuor à Cordes Juillard.
NOV. 28 - Albert Lotta, pianiste, lauréat du Concours International de 1905.
DEC. 11 - THE BACH ARIA GROUP: Louis Marshall, sopr.; Maureen Forrester, cont.; Richard Lewis, ten.; Norman Farrow, bar.; Paul Ulanowski, piano; Oscar Schinsky, violon; Bernard Greenhouse, violoncelle; Samuel Baron, flûte; Robert Bloom, hautbois - The Tudor Singers of Montreal.
JAN. 8 - Le Quatuor à cordes Borodin de Russie.
FEB. 5 - Le Trio Italiano d'Archi avec un artiste invité.
FEB. 26 - Le Stockholm Kyndel Quartet et Per Olaf Johnson, guitariste.
MARS 18 - L'Orchestre de Chambre de Stuttgart. Direction: Karl Münchinger. Ce concert aura lieu le samedi soir à 8 h. 30.
AVRIL 30 - ORCHESTRE DE CHAMBRE MCGILL - Concert inaugural de la SALLE PORT ROYAL avec la coopération de l'EXPO 67.
MAI 1 - Prix de la Fondation Inchausti pour les diplômés de Pro Musica, inauguré pour les abonnés de Pro Musica.
Abonnement: \$25.00 - Étudiants de 7 à 21 ans: \$10.00 - Nombre limité - Proofs d'âge requises. Chèques faits à l'ordre de Pro Musica, 1270 avenue, rue Sherbrooke - Tel. 545-0522, 1 h. à 5 h. p.m. Enveloppe-reçu adressée et affranchie.

COMEDIE CANADIENNE

Samedi après-midi à 2 heures
Série spéciale pour étudiants jusqu'à 25 ans,
OCT. 8 - Sestetto Italiano di Bolzano - Quintette à vent avec piano.
NOV. 19 - Albert Lotta, pianiste, lauréat du Concours International de Piano (1905).
FEB. 25 - Quatuor Kyndel de Stockholm et Per Olaf Johnson, guitariste.
MARS 11 - Concert par des étudiants des écoles de musique.
AVRIL 1 - Montréal Brass Quintette.
Prix des places: série, \$2.00 - un billet, \$1.00 - Adhésif accompagnant un enfant: série, \$5.00 - un billet, \$1.50.

AVIS IMPORTANT

Les élèves qui n'ont pas encore payé leur frais d'inscription, soit en entier ou en partie, doivent le faire au plus tard le 6 octobre prochain.

Il n'y a pas de délai pour bourses.

LA TRESORERIE.

COURS DE SECOURISME POUR LES ETUDIANTS DE L'UNIVERSITE

donné par la Société Ambulancière Saint-Jean, les jeudis soirs de 7.30 à 9.30 p.m., pendant 7 semaines, à partir du 29 septembre. Un seul déboursé: \$5.00 (pour le matériel).

SALLE Y 100

ENTREVUES POUR EMPLOIS

Nos représentants visiteront votre campus les 22, 23 et 24 novembre afin d'interviewer les finissants et les étudiants au sujet d'emplois permanents et d'emplois d'été.

EMPLOIS PERMANENTS:

Nous nous intéressons particulièrement aux finissants des disciplines suivantes:

Génie Chimique Génie Physique
Génie Mécanique Chimie
Génie Électrique Mathématiques et Statistiques

EMPLOIS D'ETE:

Les étudiants des disciplines et des cours suivants seront considérés pour des poste à nos usines de Shawinigan, Québec; Maitland, Kingston, Whitby, Ajax et North Bay, Ontario.

Discipline	Cours de 1968	Cours de 1969	Discipline	Cours de 1968	Cours de 1969
Génie Chimique	x	x	Chimie	x	x
Génie Mécanique	x	z	Génie Électrique	x	x
Génie Physique	x				

Le Directeur du Service de Placement de votre Faculté possédera les formulaires d'application et la littérature nécessaire concernant notre compagnie. Si vous désirez recevoir une copie de notre compagnie. Si vous désirez recevoir une copie de notre brochure "De l'Université à l'Industrie avec Du Pont du Canada" et un dépliant décrivant les possibilités d'emplois pour les diplômés universitaires 1967, veuillez remplir et retourner le coupon-réponse ci-dessous.

Division du personnel, C.P. 660, Montréal, Québec.
Cher Monsieur,
Veuillez me faire parvenir les renseignements sur les possibilités d'emplois avec Du Pont du Canada, pour les diplômés universitaires.
NOM:
ADRESSE:

DU PONT DU CANADA Division du personnel
C. P. 660, Montréal 3, Québec

Antiquités canadiennes

Authentiques
Armoires, commodes, rouets, bancs-lit, tables, chaises, huches, coffres, bancs-seau, encoignure, banc-cordonnier, etc.
MARTHE MOUQUIN
471-0558

CHRETIENS

LA MONTEE

A

ST-BENOIT

pèlerinage annuel des étudiants

SAMEDI 1er OCT.

DIMANCHE 2 OCT.

Renseignements:

KIOSQUES EN UN

du CENTRE SOCIAL

DEBAT-MIDI :

GILLES GREGOIRE

pourquoi je suis

indépendantiste

JEUDI 12:30 PM

GRAND SALON

DU

CENTRE SOCIAL

des cours pour tous

UNIVERSITE DE MONTREAL
Extension de l'enseignement

Cours du soir - Cours du jour

CIVILISATION	LECTURE RAPIDE	PHILOSOPHE
CINEMA et TELEVISION	LINGUISTIQUE	PSYCHOLOGIE
DROIT	LITTERATURE	THEATRE
HISTOIRE	MUSIQUE	THEOLOGIE

ANTHROPOLOGIE	PSYCHOLOGIE DES	RELATIONS PUBLIQUES
CRIMINOLOGIE	RELATIONS HUMAINES	SCIENCE POLITIQUE
ECONOMIE		SOCIOLOGIE

Cours de perfectionnement et de formation professionnelle

assistants dentaires - chimie - français parlé - gestion d'hôpital - guides touristiques - inspection de la santé publique - mathématiques - physique - programmation - recherche opérationnelle - secrétaires légales - secrétaires médicales - traduction - travailleurs en loisirs

UNIVERSITE DE MONTREAL

Lettres des lecteurs

DU FLQ

M. le directeur,
Je voudrais prendre ici la défense des membres du F.L.Q. qui récemment ont été arrêtés. Dire comme M. Vincent Prince dans Le Devoir que le F.L.Q. n'a pas d'appuis dans la population, c'est absolument faux. Beaucoup de mes compagnons et moi-même appuyons l'action de ces patriotes. Jamais personne n'avait pris la défense des travailleurs. Lesage, Johnson, Lévesque, sont bien satisfaits du système capitaliste et ils ne le changeront jamais. Nous autres on est écœurés des patrons comme Ayers, La Grènde et cie. La violence ce sont les patrons qui l'emploient à journée longue, les travailleurs n'ont qu'à se taire. Seul le F.L.Q. pouvait nous débarrasser de nos exploiters.
Le F.L.Q. ne mourra pas. N'en déplaise au lieutenant Jacques Parizeau, chef de la Gestapo montréalaise, il y aura toujours des travailleurs pour prendre la place de ces jeunes gens. M. Drapeau et Saulnier sont mieux de faire attention à leurs tripes. Les travailleurs des usines se porteront à la défense du Front. Les vrais patriotes ne sont pas ceux qui guettent le plus fort sur la constitution, on les trouve plutôt dans nos usines et dans nos campagnes. Le moment n'est pas loin où le F.L.Q. réapparaîtra, ce jour-là les traitres paieront pour leurs crimes. Merci au nom de mes

compagnons et de moi-même.
F.L.Q. pas MORT

DES NUANCES

Montréal, 22 septembre 1966
M. Guy Sarrazin
Le Quartier Latin
2222, Maplewood
Montréal.
Monsieur,
Dans l'édition du Q.L. du 22 septembre, vous signez en page éditoriale un article intitulé "La paix industrielle" où vous condamnez les déclarations de certains chefs d'entreprise ou ministres qui préconisent le retour à la bonne entente entre patrons et syndicats. Je ne discuterai pas ici du fonds votre exposé; je voudrais tout simplement revenir à un passage où, à l'aide d'un "sic" bien placé, vous niez, au moyen du ridicule, ce que ces patrons ou hommes politiques ont appelé la "fonction sociale de l'entreprise".
Mettre en doute la fonction sociale de l'entreprise, qu'on envisage celle-ci dans la perspective d'une société socialiste ou dans celle d'une société capitaliste, c'est tout refuser de regarder la réalité, soit ignorer le sens de l'expression employée. Toute institution sociale (vous reconnaîtrez avec moi que l'entreprise est une institution sociale) remplit une fonction sociale en autant qu'elle satisfait un besoin de la société. Or, les hommes qui composent la société sont des êtres de chair et d'os qui ont besoin, pour vivre et s'épa-

nouir, de biens physiques et de services; ces biens et services sont produits par l'entreprise (unité de production de biens et services).
En société capitaliste, cette fonction sociale est accomplie par l'entreprise privée ou en partie par l'entreprise d'état dans la société dite "mixte"; en société socialiste, elle est accomplie par l'entreprise publique, propriété du peuple. On peut discuter de la différence d'efficacité des deux formes d'entreprise, comme on peut d'ailleurs critiquer la structure de production de l'une ou l'autre, structure qui, elle, peut être source d'injustice et d'exploitation. Mais il reste que toute entreprise, en tant qu'unité de production de biens et services accompli une fonction sociale, i.e. joue un rôle dans la société parce qu'elle satisfait un besoin social.
Il y a tout de même, M. Sarrazin, des réalités dont la base se situe complètement hors de l'arène des luttes idéologiques et que tout individu ne peut qu'admettre s'il veut communiquer avec ses semblables.
Richard L'Heureux
Sciences économiques
GUY SARRAZIN REpond A M. L'HEUREUX:
Pas plus que M. L'Heureux, je n'ai l'intention d'entreprendre de polémique. Je dirai simplement qu'il a mal interprété mon texte, puisque, de toute évidence, je n'ai aucunement mis en cause la fonction sociale de l'entreprise. Bien plus, je pense que cette fonction sociale est un argument majeur militant pour l'établissement du socialisme. Car la

contradiction du système capitaliste réside précisément en ceci que l'entreprise, de soi au service de la collectivité, est mise au service de quelques-uns pour leur profit. Tout ce que voulait dire mon "sic", c'est que le concept de fonction sociale de l'entreprise devient un alibi dans la bouche de ceux qui ne voient l'entreprise que par le biais de leurs intérêts. Cette idée était d'ailleurs exprimée clairement dans le dernier paragraphe de mon article: "Derrière la défense qu'ils font de l'entreprise (entreprise qui peut aussi bien exister dans un autre système social), ils défendent le système existant, garant de leurs privilèges et de leurs intérêts." La critique politique et économique doit, en effet s'attacher à faire le partage entre les idées qui sont exprimées et ce qui les motive chez ceux qui les expriment. Derrière le masque des mobiles "nobles" il faut rechercher les mobiles "vrais".
Amicalement,
G.S.

La reconnaissance de ce Statut politique permettrait aux organismes internationaux tels l'O.N.U. et la Croix-Rouge Internationale d'apporter leur secours à nos prisonniers politiques sous forme de livres et journaux politiques ou historiques non censurés; d'éviter tout contact entre ces prisonniers particuliers et les Criminels de Droit commun; ils devraient être gardés ensemble dans un endroit réservé à eux seuls avec droit de communiquer et de fraterniser.
L'Amnistie serait accordée à tous les prisonniers politiques du Front de Libération du Québec déjà détenus depuis plus de quatre ans.
Or, ne permet-on pas aux Prisonniers de Droit commun de lire des romans policiers qui enseignent sans aucune retenue de nouvelles façons de commettre des crimes? Pourquoi ne serait-il pas possible à nos prisonniers politiques (qui sous le fallacieux prétexte de réhabilitation sont empêchés de lire les livres nécessaires à leur éducation) de se renseigner sur l'histoire du Québec, sur la vie politique québécoise ou internationale. Par conséquent, la Censure telle que pratiquée dans les pénitenciers fédéraux et nos prisons québécoises justifierait à elle seule notre existence.
Nous sommes contre toute forme de violence, y compris celle exercée par certains policiers contre des prisonniers politiques.
Le Comité d'Aide aux prisonniers politiques n'est en aucune façon un mouvement clandestin; toute personne assouffie de justice et en princi-

pe apolitique peut en devenir membre et bien que le CAPP se dissocie entièrement et intégralement de tout mouvement terroriste, il prend la défense de tous ceux qui ont posé des gestes à motivation politique et qui sont emprisonnés et traités en criminels pour avoir posé de dits gestes, quels qu'ils soient.
Nous demandons, à tous les Canadiens français d'Amérique, de France ou de l'étranger, de s'unir pour collaborer avec nous du CAPP dans cette lutte pour la Vérité et la Justice. Toutes vos suggestions seront considérées sérieusement par le Comité.
Nous avons besoin de fonds pour poursuivre la lutte, de livres historiques et politiques, d'appareils radio-transistors, de collections de toutes sortes, etc., et des timbres pour notre secrétariat qui organise présentement sa grande campagne de recrutement. En nous aidant à poursuivre ce combat juste et noble, vous aidez les Prisonniers Politiques, et dans le même esprit les autres prisonniers de droit commun souvent abandonnés à eux-mêmes, et par le fait même la SOCIÉTÉ.
Adresser vos envois, chèques, mandats-poste, ou argent comptant par courrier recommandé, à C.A.P.P. ou bien Comité d'Aide aux Prisonniers Politiques,
Case Postale 334
Place d'Armes, Montréal.
Etat du Québec.
Vos dons seront traités avec la plus grande discrétion. Au téléphone: Raymond 7-2613.
L'Exécutif du CAPP.
Gérard René VAUDRY,
secrétaire.

RÉNOVATION URBAINE

Depuis environ un mois, le quartier Maisonneuve-Hochelaga, plus particulièrement sa partie sud, s'est éveillé à certains de ses problèmes communautaires.
A la suite d'un travail du Comité d'Éducation Sociale et Économique et de quelques Travailleurs Étudiants du Québec (TEQ), plusieurs citoyens se sont réunis en vue de mieux voir et de solutionner leurs problèmes de loisirs. Devant les lacunes considérables de leur territoire, ils ont décidé de faire signer une pétition par tous les résidents adultes de leur secteur, entre Moreau et Pie IX au sud de la rue Ontario. Cette pétition demandant à la ville de Montréal un centre communautaire a déjà été signée avec beaucoup d'enthousiasme par plus de 7,000 personnes. Ce qui ici peut être différent de plusieurs autres initiatives du genre à Montréal, c'est:
1. le fait que toutes les personnes du quartier ont été invitées à passer la pétition et à élire un Comité exécutif de la pétition;
2. le fait que la plupart des personnes ne considèrent pas la demande actuelle comme un acte isolé, mais comme la première manche d'une action populaire qui pourrait laisser voir d'autres actions possibles à des niveaux plus élevés;
3. le fait que la pétition est accompagnée d'un mémoire d'une dizaine de pages qui est fort documenté; il contient plusieurs chiffres démontrant clairement la nécessité et la possibilité d'une réponse positive à ce qu'on exige;
4. le fait que les citoyens ont sollicité leurs représentants politiques aux

UNE CARRIÈRE VOUS ATTEND

à la fonction publique du Canada comme

- Economiste ou statisticien
- Historien ou archiviste
- Analyste de la gestion
- Agent de finance
- Agent d'administration
- Administrateur du personnel
- Analyste commercial et industriel
- Agent du service extérieur

EXAMEN D'ADMISSION
le 19 octobre - 7 heures du soir
PIÈCE Y-100 - ENTRÉE U1,
AILE OUEST, PAVILLON PRINCIPAL
Exemption seulement pour les détenteurs d'une licence, maîtrise ou d'un doctorat en 1967.

EXAMEN DU SERVICE EXTÉRIEUR
le 20 octobre - 7 heures du soir
PIÈCE 6-100 - ENTRÉE U1,
AILE OUEST, PAVILLON PRINCIPAL
Aucune exemption

POUR S'INSCRIRE Il est préférable d'envoyer à l'avance sa formule d'inscription CSC 100F (disponible au bureau de placement) à la COMMISSION DU SERVICE CIVIL, RECRUTEMENT UNIVERSITAIRE, OTTAWA 4, ONTARIO. On peut aussi remplir une formule d'inscription lors de l'examen.

ÉLECTIONS GÉNÉRALES à la Faculté des Sciences de l'Éducation

POSTES:—
PRESIDENT
VICE PRESIDENT EXTERIEUR
VICE PRESIDENT A LA CO-GESTION
SECRETARE-TRESORIER

Mise en Candidature:— date limite mercredi le 28 septembre 1966
Election:— lundi le 3 octobre 1966

Informations: Roger Tremblay BSC. II 322-0634

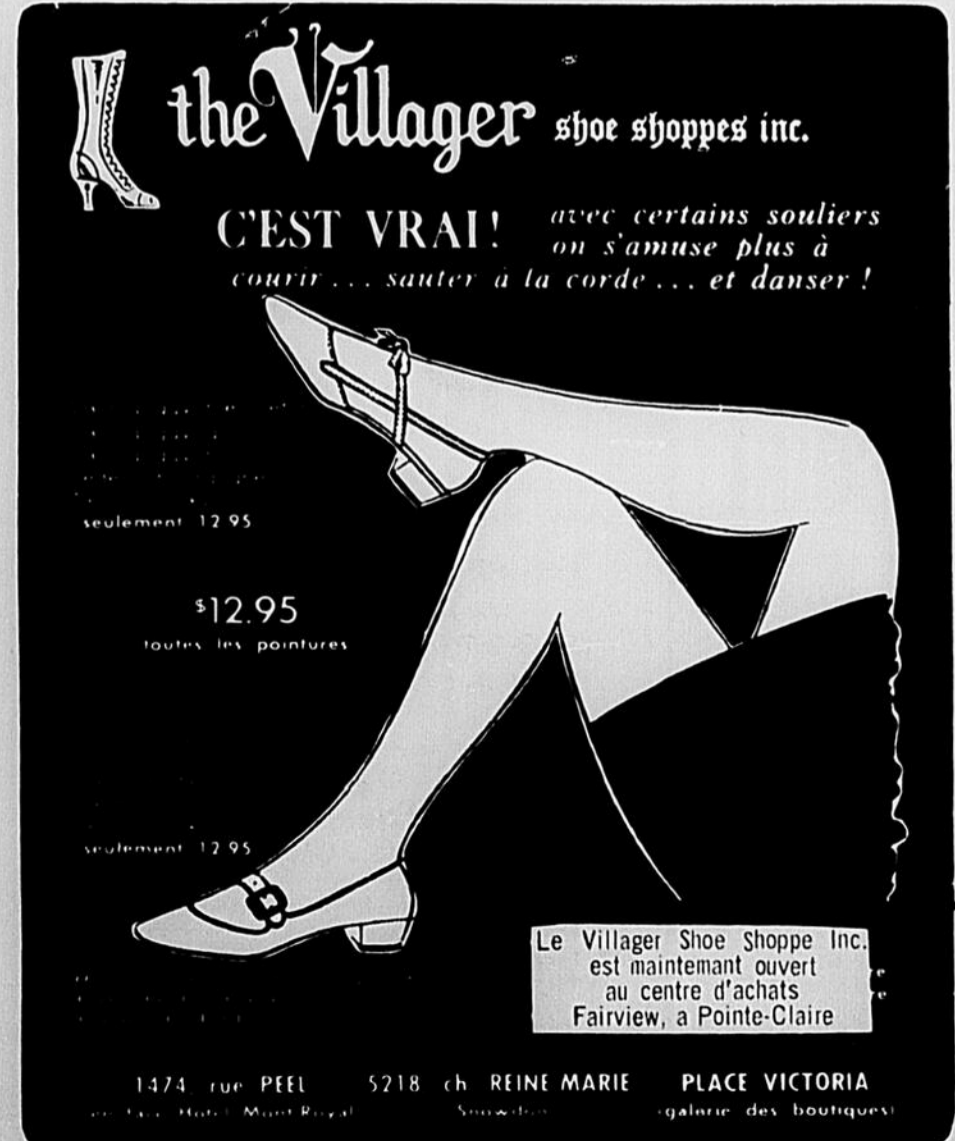


HONDA! HONDA!
L'Action est là! La Motto à Go Go dans le vent!
Un... deux... trois...

HONDA

Qui! 17 modèles enlevants, 17 modèles dans le vent! Perfection de la mécanique... apparence soignée et une foule de commodités, voyez; moteur à quatre temps, came en position supérieure, transmissions à toris ou quatre vitesses, démarreur à bouton-poussoir, embrayage automatique... et jusqu'à 200 milles au gallon! Entretien minimum, bas taux d'assurance et facilités de paiements! Voilà pourquoi Honda reste la motocyclette de l'étudiant, du professeur et même du jeune professionnel

Voyez votre concessionnaire Honda... il en a une pour vous à partir de \$295.00



the Villager shoe shoppes inc.

C'EST VRAI! avec certains souliers on s'amuse plus à courir... sauter à la corde... et danser!

seulement 12.95

\$12.95 toutes les pointures

seulement 12.95

Le Villager Shoe Shoppe Inc. est maintenant ouvert au centre d'achats Fairview, à Pointe-Claire

1474 rue PEEL 5218 ch REINE MARIE PLACE VICTORIA
galerie des boutiques

66 DANSES LIBRES 67

début **VENDREDI 30 SEPT.**

DISCOTHÈQUE

2 PLANCHERS
4° et 5° CENTRE SOCIAL

MEMBRES AGEUM **75¢**

AUTRES **\$1.00**

UN SERVICE AGEUM



AG.E.U.M. RENAULT PLAN EXCLUSIF

Comptant \$150.00 10 versements \$25.00

- TAUX BANCAIRE A 5.6%
- FINANCEMENT JUSQU'A 36 MOIS
- PRIX SPECIAUX SANS REPRISE
- GENEREUSE ALLOCATION SUR ECHANGE
- PLAN SPECIAL SUR LOCATION ET VENTE EN EUROPE

UNE VOITURE CANADIENNE LA **RENAULT 10** qui vous donne ECONOMIE: jusqu'à 45 milles au gallon. ROBUSTESSE: freins à disque — 6 bords anti-rouille

Les versements de \$25 s'appliquent uniquement aux étudiants finissants.

RENAULT CANADA Ltée
8555 CHEMIN DEVONSHIRE
735-1331

Nos délégués commerciaux: MM. MIQUEL, PINTO, SUPINO
Seront à votre disposition: Mardi de midi à 2 h. 10 p.m. à l'AGEUM, chambre 306. Vendredi de midi à 2 h. p.m.

UN SERVICE DE L'AGEUM.

COOPERATIVE DE L'AGEUM

livres - vêtements - articles de toilette - papeterie - journaux - gitanes - gauloises - revues - etc... etc... etc...

Le magasin de la Coopérative est de mieux en mieux fourni. En plus d'articles de commodité courante, vous y trouverez tout un choix de livres, vêtements, cadeaux, etc. Faites un tour dès maintenant à votre Coopérative, en plein coeur du campus.

Devenez membres de La COOPERATIVE DE L'AGEUM

4e étage, Centre Social de 9.30 AM à 5.30 PM

Toute la vérité sur l'affaire des machines distributrices

Assez de phrases, d'allusions et de sous-entendus. Le Quartier Latin s'est donné pour mission de dévoiler les scandales et de proclamer la vérité sur tous les sujets et à tous les niveaux (le Vietnam, la constitution, Emilien LaFrance, les entreprises Lagrenade, Michel Pelletier et la cafétéria). Il est donc temps que la lumière soit faite sur ce qui est indubitablement l'escroquerie du siècle, la plus odieuse machination de tous les temps, le scandale de l'heure, quoi! On nous dira que nos termes sont obscurs, nos révélations diffuses et nos accusations floues. Question de méthode. Pourquoi nommer expressément les coupables et risquer d'être poursuivi pour libelle, voire brutalisé sur le campus,

lorsque de tout ce texte émane la vérité pour qui soit l'y lire? Pourquoi se lancer dans des explications oiseuses lorsqu'une photo vaut mille mots? Et pourquoi joindre une photo à ce texte lorsque la machine distributrice a déjà envahi le campus?

Nous hésitons au moment de reprendre la plume pour mettre à nu une vérité déjà indécrite. Les mots qui se pressent sur le bec de la Waterman ont un tel poids que nous craignons de voir se désagréger à leur apparition les structures mêmes de notre communauté étudiante. Nous n'en pouvons plus, nous éclatons: l'AGEUM tiendra-t-elle le coup? Non que l'Association soit la seule responsable du marasme qu'éclaire le projec-

teur de notre analyse. Parlons plutôt de négligence, de péché par omission. Baissons les yeux sur la faiblesse d'âme des dirigeants qui ont laissé s'infiltrer dans l'organisme que nous leur avons confié les innombrables parasites qui sont les vrais responsables. Notre encre s'épuise et avec elle notre devoir. Nous avons eu le courage de regarder en face le scandale des machines distributrices, comme Haederer, nous avons trempé nos mains dans la merde et dans le sang (jusqu'aux coudes). Cependant, nous ne pouvons faire plus. Tout a été dit, les écrans de fumée ont été dissipés. Messieurs, vous savez ce qui vous reste à faire.

Martin DUFRESNE

Le temps chez Homère

Mercredi dernier, à la faculté de philosophie, section sciences médiévales, M. François Leclair, candidat au doctorat, soutenait la thèse qu'il avait intitulée "La représentation du temps dans l'Iliade et l'Odyssée."

Dans cette thèse de plus de 275 pages, M. Leclair fait une description des incidences temporelles chez Homère. L'exposé, divisé en trois parties, analyse la temporalité homérique aux points de vue: 1) de son fondement; 2) de sa représentation quantifiée et de son orientation et 3) de sa relation avec l'existence.

La première partie traite de la relation intime de la perception temporelle avec les phénomènes lumineux et les variations de la nature; on y trouve la double

conception de l'année chez Homère. La seconde partie étudie la mesure, le compte et le temps. On note d'abord la cohérence chronologique dans chacun des deux poèmes. On remarque ensuite que la représentation de la durée est univoquement reliée au mouvant et enfin que les moments y sont orientés à l'inverse de ceux qu'on retrouve dans la conscience post-homérique et moderne. Finalement, la troisième partie porte sur le temps dans l'éclairage de l'existence. L'auteur y souligne l'originalité de la conscience temporelle par quelques remarques sur la langue et le style, critique la portée subjective du vocabulaire chronologique, puis dégage une saisie originale du temps vécu par l'étude de la durée vitale,

du temps humain et divin, et du temps de l'histoire.

Cette thèse soutient d'une part l'existence d'une temporalité objective chez Homère, d'autre part d'une durée mesurable en relation intime avec la représentation spatiale engagée dans l'existence de l'homme et des dieux dont elle est la propriété essentielle. La reconnaissance du temps est fondée sur la perception, et son compte fait très souvent appel à une méthode discontinue.

Cette thèse, en somme, cherche à faire ressortir la représentation du temps dans l'épopée homérique en vue de présenter aux historiens de la pensée certaines conclusions sur les plus anciens textes grecs.

Lisette BLAIN

L'art d'aliéner les mathématiques

Le programme d'algèbre des 8e et 9e classiques (faculté des Arts de l'U. de M.) est totalement construit sur le manuel de M. Emile Gérard, autrefois professeur au collège Sainte-Marie.

M. Gérard fut sans doute un très bon professeur, comme en témoigne la dédicace récente d'un pavillon qui porte son nom, au collège Sainte-Marie.

Toutefois, il est fort étonnant que la faculté des Arts mette ce manuel au programme (plus encore) c'est le programme qui est véritablement attelé au manuel. Je crains en effet que nous soyons en face d'un authentique scandale pédagogique.

Un départ risqué

L'auteur commence par informer les jeunes élèves (p. 18) qu'il n'y a aucun inconvénient à appeler les nombres relatifs NOMBRES ALGÈBRIQUES.

Or, bien au contraire, l'inconvénient est majeur: les nombres relatifs appartiennent tout autant, sinon plus, à l'arithmétique, à la géométrie analytique, voire à la vie courante (le thermomètre, par exemple). En les appelant nombres ALGÈBRIQUES, le manuel pose au départ, dans l'esprit des enfants, une restriction injustifiée, et même une fausseté.

Un "usage" douteux

Le chapitre H s'intitule: "Usage des nombres algébriques". Tiens! ces nombres, précédemment baptisés algébriques au raient-ils un usage autre qu'algébrique? En réalité, ce chapitre est presque entièrement consacré aux coordonnées cartésiennes, et d'ailleurs, l'auteur s'empresse de désavouer son titre quand il enseigne, dans ce même chapitre: "La construction de la plupart des graphiques que nous rencontrons dans nos lectures (études statistiques de toutes sortes: économiques, sociales, etc.) est basée sur l'idée des axes de coordonnées." (...) Le plus souvent, dans ces graphiques, ON NE RETIEN QUE LE PREMIER QUADRANT. LES NOMBRES DONT ON S'OCUPE SONT DES NOMBRES ARITHMÉTIQUES" (p. 24)

En réalité, l'étude des coordonnées cartésiennes, à ce stade, est un pur non sens pédagogique, puisque l'université ne place que 2 ans plus tard l'étude de la géométrie analytique, prochain moment où les étudiants vont réellement utiliser le plan cartésien. Sans parler de l'initiation à la statistique, implicite dans ce chapitre, qui ne servira absolument à rien à l'étudiant avant de nombreuses années, en fait pas avant ses études strictement universitaires.

Des théorèmes curieux

Tout au long de son ouvrage, l'auteur démontre constamment les règles et les lois de l'algèbre à l'aide de "théorèmes". Bien curieux théorèmes, en vérité: ses énoncés (lois ou règles), loin d'être des théorèmes rigoureusement démontrés, comme il se devrait, sont la plupart du temps prouvés à partir d'exemples numériques. A ce compte, on pourrait fort bien démontrer que $a - b = a + b$ puisque $16 - 9 = 7$ et $4 + 3 = 7$.

Il y a ici non seulement une erreur pédagogique, mais encore un procédé qui porte à faux tant du point de vue théorique que formateur.

Et que dire d'une affirmation aussi manifestement erronée que celle-ci: "On voit qu'en algèbre une lettre remplace le nombre algébrique tout entier, signe et valeur absolue." (p. 91) Donc le physicien, qui utilise l'algèbre presque à chaque pas, n'utilise que des nombres "algébriques" dans ses équations, c'est-à-dire des nombres avec des signes... De même pour le chimiste, pour le géomètre, pour le... thermomètre, une fois parti!

Il faudrait bien corriger: "On voit qu'en algèbre une lettre PEUT remplacer un nombre relatif tout entier, signe et valeur absolue."

Une littérature "puissante"

L'auteur est certes un bon écrivain, si l'on en juge par des énoncés aussi pédagogiquement mémorables que celui-ci: "Une puissance d'une puissance d'une quantité est une puissance de cette quantité qui a pour exposant le produit des exposants." (p. 94) Ou encore: "Le produit de plusieurs puissances d'une quantité est une puissance de cette quantité qui a pour exposant la somme des exposants." (p. 94)

Le manuel foisonne de définitions fantastiques, de données mal formulées, imprécises, ou absolument inassimilables, d'incohérences syntaxiques. En voici quelques échantillons:

Bien connaître le taux de change!

1—définitions: c'est un sujet passionnant de recherche que de relire ses définitions de chacune des opérations.

Exemple: "La soustraction est une opération qui, étant donné la somme de deux nombres et l'un de ces nombres, a pour but de retrouver l'autre." (p. 42)

Qui nous aurait prêté qu'on servirait à de jeunes algébristes des définitions finalisées aussi éloignées du concret que celle-là? Les mathématiques modernes ont de ces exigences...!

2—Données inassimilables: "La somme de deux nombres algébriques de signe différents a pour signe le signe du plus grand de ces nombres en valeur absolue et, pour valeur

absolue, la différence de leurs valeurs absolues." (p. 35)

De la haute voltige...!

3—J'en passe, et des meilleures.

4—Incohérences syntaxiques:

"opérations sur les monômes"

"ajouter les monômes suivants" (p. 116), ajouter à quoi? l'histoire ne le dit pas.

"principe sur les égalités"

Quand il lui plaît, l'auteur commence un problème avec des dollars, et le termine avec des piastres. (p. 118) ou bien la donnée est en sous, ancienne monnaie française dont pour ma part je n'ai jamais connu le cours véritable. Quant à la piastre, bien sûr, elle a cours en Indochine, mais encore faut-il en connaître le taux quotidien de change, surtout par le temps qui court!

Les chapitres sur les décompositions en facteurs sont un chef-d'œuvre d'embrouillamini-spaghetti, meilleur parce que vous le faites cuire! Ses distinctions entre principe des égalités et principes des équations équivalentes (No 226 en particulier) sont du véritable masochisme intellectuel. La résolution des équations fondée sur ses définitions des opérations (No 213) constitue un cercle vicieux évident! Peut-être le cercle est-il nécessaire pour toute cette haute voltige...

Un peu de superflu

Comme si ce manuel, qu'approuve et suggère la faculté des Arts, ne contenait pas suffisamment de faiblesses de fond, voilà qu'imperfections et erreurs d'impression viennent mettre un comble à la butte.

Il est très formateur d'obliger les étudiants (et aussi leurs professeurs) à réinventer le cubitoïd sur un problème à résoudre jusqu'à ce que finalement quelqu'un découvre qu'il y a erreur de chiffre qui fausse la donnée. Le cas se répète à satiété. (P. 142, p. 210, no 24, 4e, etc., livre du maître compris.) Quand l'imprimeur a déversé plus d'encre qu'il n'en fallait, les exposants 2 et 3, déjà miniaturisés par définition, se perdent dans le noir...

Détails? Consultez votre opticien...

Erreur d'identité

Une portion exagérée de l'ouvrage, qui pourtant s'intitule "ALGÈBRE", est en réalité une étude du nombre relatif mélangée à l'étude des propriétés des opérations. Le mélange est si bien cuisiné que la confusion devient totale, même pour un professeur de bonne volonté. C'est de la véritable fausse représentation.

Un père indigne, ingénieur de profession, me dit avoir tenté sans succès depuis l'an dernier d'aider sa fille à progresser en mathématiques: il ne parvenait pas à s'y retrouver dans le manuel qu'elle a entre les mains. Il aurait dû savoir qu'avec les mathématiques modernes (sait-on jamais?), même les ingénieurs n'ont qu'à se bien tenir!

Qui est responsable?

He las! ce père n'a que trop raison. Le manuel auquel la faculté des Arts a attelé son programme est un outil pédagogique de première valeur pour abrutir les algébristes débutants. Quant à un véritable programme d'algèbre pour les 8e et 9e, il est inexistant. C'est le directeur de l'enseignement des mathématiques à la faculté, l'abbé J.R. Langlois, qui l'a dit devant témoins: "Les quelques jalons posés dans les annuaires ne constituent pas le programme, ils ne sont qu'une indication pour les parents..."

Mais qui est responsable?

Evidemment, l'auteur n'a pas tous les torts. Il a fait, comme on dit chez nous, son gros possible... Mais je crains qu'un fait n'en dise long sur le pourquoi du maintien d'un manuel aussi noie pour la formation des débutants. Car enfin, les autorités de la faculté seraient-elles à ce point endormies? Que non! Simplement, l'abbé Langlois, comme plusieurs autres, est un ancien élève de l'auteur: Et n'oublions pas qu'un pavillon vient d'être dédié à M. Gérard.

L'abbé Langlois reconnaît certes la faiblesse du manuel. A ma question: "pourquoi n'est il pas mis de côté?", le directeur a eu à me répondre qu'il n'en existait pas d'autres! Comme je lui demandais pourquoi la faculté ne s'occupait pas de combler cette lacune, il me tint un discours dont la conclusion était à peu près celle-ci: vu la mise de fonds considérable impliquée, seule une maison de Toronto pourrait lancer un manuel sur le marché!

Les anglophones pour nous sauver, quoi!

Pourtant, une librairie bien de chez nous avait consenti à éditer le manuel de Gérard. Faut-il croire que le nombre d'étudiants du classique, en 8e et 9e, constituait à cette époque un marché plus rentable? Ou que, la mise de fonds ayant été très, très considérable, il faut bien maintenant rentrer... dans ses fonds?

Sacré vieux classique, allez!

Constant L'HEUREUX
Jacques PROVENCHER

Coca-Cola et Coke sont des marques déposées qui identifient le produit de Coca-Cola Ltee seulement

Hip, Hip, Hip, Hourrah!

CIGARETTES EXPORT BOUT UNI ou FILTRE RÉGULIÈRES ET "KING"

MEUBLES A GOGO!

Nous devons vider la cour, le hangar et la cave, tables, chaises, ammoires, etc. à prix d'étudiants

Vente du samedi le premier octobre

Bonsheours Antiques 441 rue St-Claude Vieux Montréal

Tout le monde pousse un triple hurrah pour un Coca-Cola bien glacé. C'est le goût dont on a toujours le goût. Il est toujours rafraichissant, Coke après Coke, après Coke...

A LOUER
Colonie de Vacances.
50 personnes
Accommodation: 50 personnes
confortable, chauffée, eau
chaude, etc. Prix: \$1.00 par
nuit, par soir. Minimum: \$40.00
chaque fin de semaine, pour
réservations. Mme Marique
Houle.
937-9435 - 935-1295

Anglia Super 1200, Modèle 66
6500 milles listé 2010.00 en
parfait ordre, garantie jusqu'en
juin 68, cause: retour aux
études. Seulement 1380.00.
Appelez P. Fortin, 739-8619
après 6hres p.m.

croyez-en les croulants!

Pour empêcher l'argent de vous glisser tout le temps entre les doigts, profitez pleinement des services de la Banque Royale et n'hésitez pas à faire la connaissance du gérant de votre succursale.

BANQUE ROYALE

P.S. Avez-vous songé aux avantages que vous offre une carrière à la Banque Royale? Venez nous voir au plus tôt!

La voiture dans le vent

Pour \$25.00 par mois
Avec versement initial de \$100.00
Par l'entremise de l'A.G.E.U.M.
vous pouvez obtenir une Volkswagen
au prix de \$1,825 (modèle régulier)
et de \$2,030 modèle Deluxe)
Toute équipée, chaufferolette à gaz incluse
L'A.G.E.U.M. versera à tout acheteur un bonus de 4% du montant d'achat.
Pour bénéficier de ces avantages vous devez vous adresser à l'A.G.E.U.M., Ch. 308
M.B. Le représentant de POPULAR VOLKSWAGEN sera au secrétariat, ch. 306, tous les jours, de midi à 2 h. p.m. — Entre temps, téléphones à 274-5471
UN SERVICE DE L'A.G.E.U.M. EN COLLABORATION AVEC POPULAR VOLKSWAGEN

POPULAR VOLKSWAGEN

ASSURANCE AUTOMOBILE
Nous représentons 2 compagnies
TAUX DE FLOTTE POUR ETUDIANTS UNIVERSITAIRES ET PROFESSEURS
L.M. DESILETS ASSURANCES
Montréal: 861-5395
Québec: 872-7186

TAIBAC

TAIBAC

TÉMOIGNAGES SYMPTOMATIQUES À L'I. C. A. P.

Par Jean-Pierre DALLAIRE

St-Gabriel dans les Laurentides, à quelque 50 milles au Nord de Montréal était l'hôte des congressistes de l'Institut Canadien des Affaires Publiques en fin de semaine dernière. La chance a bien voulu que nous assistions à la première soirée, jeudi. Au lieu d'exposés techniques et savants, il y a eu un film illustrant le thème du congrès: "Disparités régionales dans une société opulente", et des témoignages de la part de représentants de 6 régions, soit le Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick, le village de St-Laurent au Manitoba, les régions québécoises de la Beauce, de l'Étchemin et du Saguenay-Lac-St-Jean.

Inutile de relater le contenu des conférences. Ce serait fastidieux. À titre d'exemple, soulignons simplement que la moyenne des salaires pour les habitants des régions ne dépasse pas souvent les \$1.500 annuellement et nous en saurons assez long sur l'aliénation générale des cultivateurs et de certains ouvriers. Dans l'ensemble, les témoignages furent saisissants. Les orateurs n'étaient pas des intellectuels pour la plupart. Derrière un langage parfois frustré, on sentait une pointe d'agressivité, de dépit et un vouloir-vivre acharné.

Les frontières de la pauvreté

Dans le Nord-Ouest du Nouveau Brunswick, au dire du Dr. Bertin Lacroix, il faudrait faire disparaître des villages en entier tant leur adaptation sur le plan économique semble irréalisable. Une conférence ayant pour titre: "Acadiens donc martyrs" illustre l'état d'esprit qui prévaut dans ce coin des Maritimes.

La pauvreté n'a pas de frontière, la région de Bathurst fait face à notre Gaspésie et les conditions sociales y sont les mêmes. Administrées en Anglais dans un coin à majorité fran-

çaise, les classes défavorisées ne savent vraiment plus ou donner de la tête. Si le gouvernement invite la grande industrie à des exemptions de taxes, c'est le peuple qui acquitte la facture, puisque les leurs augmentent. Dans tout l'exposé du docteur Lacroix, aucune note optimiste. C'est à se demander si le gouvernement de Mister Robichaud a d'autres intérêts que de lécher les bottes de K.C. Irving, industriel bien connu, véritable maître de la province.

"L'industrie du linge"

Si les dires de M. Alf Perron sont exacts, le village manitobain de St-Laurent nous apparaît comme un vestige du prolétariat européen lors de la révolution industrielle. Les habitants chôment et survivent grâce aux prestations gouvernementales. Ayant conservé un brin de dignité, ils détestent se voir traiter de sous-développés et ont décidé de se doter d'un conseil économique. Comme remède, "on a réussi à attirer l'industrie du linge" comme le dit le conférencier. Or, ainsi que le veut la logique capitaliste, le textile va là où la main d'œuvre est peu coûteuse. À St-Laurent, ils ont trouvé des ouvriers féminins affamés et peu revendicateurs... Si ça ne ressemble pas à de l'exploitation purement et simplement, qu'on se "baise le cul" dans l'Ouest.

Conservatisme au Québec

Dans les régions québécoises désignées, il faut compter avec un brin de conservatisme. Alors que dans la vallée de l'Étchemin le salaire horaire des cultivateurs est de 35 cents, M. Laurent Caron prétend qu'il faut avoir foi dans les mouvements coopératifs et dans la vocation agricole des habitants. Mon œil! On voit le malaise mais on juge la situation avec les yeux du duplisme.

Dans la Beauce, des villes jumelles compliquent l'administration. Une ébauche de solution serait de les fusionner mais

un esprit de clocher rétrograde y fait obstacle.

Sauf dans la région-pilote de la Gaspésie, on envisage très peu l'érection d'une économie industrielle moderne et l'on parle très souvent de planifier des troupeaux de vaches, comme le faisait remarquer Guy Lamarche de Radio-Canada.

Révolte latente

Mais, on sent que le conservatisme de la société québécoise subit le raz-de-marée des idées neuves: le gros Curé Villeneuve du Lac-St-Jean se demande comment Québec pourrait vraiment aménager et planifier quand c'est Ottawa qui possède les pouvoirs. Pas besoin d'une grande perspicacité pour voir là un soupçon d'indépendantisme.

Considération très importante, on découvre une aliénation religieuse: "Ce n'est pas à prier la Ste-Vierge qu'on va régler nos problèmes" disait le conférencier acadien. Les Québécois s'en rendent compte eux aussi.

On perçoit intuitivement que ce n'est pas le Capital qui va solutionner les problèmes de la population, lui dont le premier intérêt est le profit personnel. Soit, on veut construire une économie moderne et dépasser le stade de l'agriculturisme. Mais pas au profit de la bourgeoisie: on veut que le peuple soit le premier concerné.

Au fond, dans le ciel obscur où les nuages ont nom: Ottawa, non-consultation populaire, etc., ce qu'il y a vraiment c'est l'absence d'une politique cohérente, de planification et d'aménagement. On a fait le B.A.E.Q. sans trop savoir où ça mènera, son application dépendant d'un pouvoir politique bourgeois. A.R.D.A., c'est pour fermer la gueule aux Québécois... Il est temps que se constitue un état québécois qui enlève les leviers économiques à une bourgeoisie étrangère, afin de faire disparaître ces "disparités régionales dans une société soi-disant opulente."

L O.N.U. ET LA CHINE(III)

Les Faits (1)

Dans quelques semaines nous pourrions sans doute lire dans les journaux, sous un titre plus ou moins sensationnel, que pour la seizième fois les Nations Unies ont refusé aux représentants du Gouvernement Central de la République Populaire de Chine le droit de siéger à l'Assemblée Générale ainsi qu'aux divers autres organismes de l'ONU. Suivra sans doute une sèche énumération des délégations ayant voté pour ou contre ce refus, ainsi que celle des délégations qui se seront abstenues de voter. Nous voudrions analyser pour vous les différents votes qui ont eu lieu dans le passé et tâcher d'en tirer quelques conclusions.

Nous avons délibérément omis dans les articles précédents d'invoquer les arguments juridiques de la discussion: cela ne présente qu'un intérêt technique. Il faut pourtant indiquer de quelle manière s'effectuent les votes. De 1950 à 1960, chaque année le même scénario s'est répété: l'URSS les premières années, l'Inde par la suite, appuyés par d'autres pays (Cambodge, Népal, Roumanie, etc...) demandent l'inscription à l'ordre du jour de la session en cours d'une motion réclamant la "restitution des droits légitimes de la R. P. de Chine (1) de siéger aux Nations Unies." Les Etats-Unis présentent alors une autre motion demandant que l'examen de cette question ne soit pas abordé à la présente session. La question est d'abord discutée au Bureau qui prépare l'ordre du jour provisoire. Ce Bureau, où les Etats-Unis ont toujours trouvé une majorité qui leur était favorable, recommande à l'Assemblée Générale d'adopter la motion américaine. Il y a alors discussion et vote à l'Assemblée Générale: onze fois consécutives c'est la motion américaine qui a été adoptée et la question n'ayant pas été inscrite à l'ordre du jour, n'a pas fait l'objet d'une discussion de fond. A partir des admissions massives de 1960 (seize nouveaux membres) les Américains se rendent compte qu'ils ne pourront employer indéfiniment la même procédure, d'autant plus que le vote de 1960 donne 42 voix contre la R. P. de Chine, 34 pour et 22 abstentions (2): ces abstentions-là sont dangereuses. Les Etats-Unis ne s'opposent donc plus à partir de ce moment à ce que la question soit inscrite à l'ordre du jour: mais le 15 décembre 1961 cinq pays (Etats-Unis, Australie, Colombie, Italie et Japon) présentent une motion à l'effet qu'en "accord avec l'article 18 de la Charte, toute proposition tendant à modifier la représentation de la Chine soit considérée question importante." "Question importante":

cela veut dire que l'admission de la Chine Populaire nécessitera une majorité des deux-tiers. Cette "motion des cinq" est adoptée par 61 voix contre 34 et 7 abstentions. Depuis 1961 donc, la question de la représentation de la Chine est inscrite à l'ordre du jour sans difficultés, est discutée à fond, mais ne passe pas: il lui faudrait actuellement 79 voix. On voit que l'on est loin de 47 voix obtenues l'an dernier.

Les pays communistes donnent évidemment leur appui inconditionnel: Pologne, R.S.S. de Biélorussie, R.S.S. d'Ukraine, Tchécoslovaquie, URSS, Yougoslavie, auxquels se joignent en 1956 l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et en 1961 la Mongolie.

En Europe la R. P. de Chine recueille depuis 1950 les voix des Pays Scandinaves, Danemark, Norvège, Suède, celle de la Finlande depuis son admission en 1956, celle de la Grande-Bretagne en 1950 et depuis 1962, celle de la France enfin, depuis l'an dernier.

Le noyau de l'opposition est bien entendu formé par les Etats-Unis, suivis de l'Australie, de la Belgique, du Canada, de la Chine (Formose), de la France (de 1951 à 1964), de la Grande-Bretagne (de 1951 à 1960), de la Grèce, du Luxembourg, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas (de 1951 à 1960), des Philippines, de la Thaïlande, de la Turquie, de l'Union Sud-Africaine, et depuis leur admission en 1956, de l'Espagne, de l'Irlande, (sauf entre 1957 et 1960), de l'Italie et du Japon. A la remorque de ce bloc il y a toute l'Amérique Latine (20 pays), exception faite de Cuba qui s'abstient en 1959 et vote pour la R. P. de Chine depuis. L'an dernier le Chili s'est abstenu, mais cela ne semble pas être plus définitif que d'autres abstentions antérieures: en 1950 et 1951 l'Argentine, l'Equateur et le Guatemala, en 1953 le Guatemala encore.

Les pays qui s'abstiennent toujours sont l'Arabie, depuis leur admission en 1956 le Portugal et la Tunisie, depuis 1960 Chypre, depuis 1962 Trinité et Tobago, depuis 1963 le Koweït et l'an dernier les Iles Maldives. Remarquons aussi que le Liban s'est abstenu depuis 1960, l'Islande depuis 1958, ainsi que l'Autriche, les Pays-Bas depuis 1961: tous ces pays votaient contre auparavant.

L'élément décisif est bien entendu le Tiers-Monde afro-asiatique puisque à lui seul il comprend une soixantaine de membres.

L'ASIE ET LE MOYEN-ORIENT

Nous y avons déjà signalé cinq opposants, Formose, Japon, Philippines, Thaïlande et Turquie; et trois neu-

tres, Arabie, Koweït et Tunisie. Comme opposants il y a aussi l'Iran (qui s'est pourtant abstenu l'an dernier), le Pakistan de 1953 à 1959 et depuis son admission en 1956 la Jordanie.

Mais il y a surtout une grosse majorité favorable à la Chine Populaire: Afghanistan, Birmanie, Inde; depuis leur admission en 1956, Cambodge, Ceylan, Laos, Maroc et Népal; six pays qui ont changé d'attitude depuis Bandoeng, Egypte, Ethiopie, Indonésie (absente de l'ONU l'Algérie depuis son admission en 1962; Singapour enfin l'an dernier), Irak, Syrie, Yémen; le Pakistan depuis 1960; depuis l'an dernier, Israël a voté pour de 1950 à 1952, puis deux fois contre et s'est abstenu par la suite, pour voter contre l'an dernier; les votes de la Libye et de la Malaisie sont encore plus irréguliers, neutre ou contre.

L'AFRIQUE NOIRE

Avant 1956 il y a un seul membre d'Afrique Noire à l'ONU: le Libéria qui est opposé à l'admission de la R. P. de Chine; en 1956 sont admis le Ghana et le Soudan, en 1959 la Guinée, tous trois favorables à la Chine Populaire. Ces quatre pays, plus le Mali admis en 1960, et l'Ouganda en 1962, ces deux derniers favorables eux aussi, sont les seuls dont le vote demeurera constant de 1960 à 1965.

Autre fait: un certain nombre de pays africains commencent par s'abstenir une ou plusieurs fois, pour prendre part au vote par la suite: il ne faut pas confondre cette attitude momentanément réservée, avec une tendance quelconque. En 1960 il y a quinze nouveaux membres: à part le Mali et la Somalie, ils sont défavorables à la R. P. de Chine. Ce sont: le Cameroun, le Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Gabon, la Haute Volta, Madagascar, le Niger, le Nigéria (a cependant voté pour en 1960), la République Centrafricaine, le Sénégal (votant lui aussi pour en 1960), le Tchad et le Togo. En 1961, quatre nouveaux membres encore: le Congo Léopoldville, la Mauritanie et le Tanganyka, tous trois défavorables à la R. P. de Chine, et Sierra Leone favorable. Trois membres nouveaux encore, en 1962: Burundi et Ouganda favorables à la Chine Populaire, et le Ruanda défavorable. Mais déjà le Tanganyka change d'attitude et vote pour la R. P. de Chine. En 1963 aucun nouveau membre, aucun changement, si ce n'est la Mauritanie et Sierra Leone qui s'abstiennent. En 1965 enfin quatre nouveaux membres: deux favorables à la Chine Populaire, le Kenya et la Zambie; deux défavora-

bles, la Gambie et le Malawi; Mais aussi plusieurs changements: le Congo Brazzaville, la Mauritanie, le Nigéria et la République Centrafricaine modifient leur vote et deviennent favorables à l'admission de la Chine Populaire; le Burundi, le Cameroun, le Ruanda, le Sénégal et Tchad modifient leur vote et s'abstiennent. Bref en 1965 le vote de l'Afrique Noire est 14 pour, 11 contre et 5 abstentions.

Un tableau des résultats globaux fait voir que la minorité favorable à la R. P. de Chine s'est accrue lentement d'année en année: (3)

Années	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65
Pour	16	11	9	11	11	12	25	27	28	29	34	37	42	41	—	47
Contre	33	37	42	44	43	42	48	48	44	44	42	47	56	57	—	47
Abstent.	10	12	9	5	6	6	8	7	9	9	22	20	12	13	—	24
Total	56	60	60	60	60	60	81	82	81	82	98	104	110	111	—	118

On pourrait croire, d'après un tel tableau, que la tendance s'accroît et que la Chine pourra, d'ici quelques années, rentrer à l'ONU. Nous voudrions montrer que c'est le contraire qui va se produire. D'abord il faut se souvenir qu'en vertu de la "motion des cinq" il faut actuellement au moins 79 voix favorables: on en est loin. D'autre part il y a quelque chose qui saute aux yeux: s'il est vrai que la minorité favorable est passée de 16 à 47 en 16 ans, il est non moins vrai que la majorité défavorable est elle-même passée de 33 à 47 (même à 57 en 1963). 47 semble être d'ailleurs le maximum possible que la Chine Populaire puisse obtenir dans un proche avenir: bien plus, tout porte à croire que ce nombre va diminuer dans l'immédiat, et cela même si aucun événement majeur n'intervient d'ici là. C'est ce que nous tâcherons de montrer la prochaine fois.

VAYRAC

(1) Lire République Populaire de Chine.
(2) Pour ou contre: pour ou contre l'admission de la R. P. de Chine. De même plus loin favorable ou défavorable, etc...
(3) D'après le China Yearbook de Formose, année 1964-1965, pp. 223-227. et Nations Unies, Documents officiels de l'Assemblée Générale, années 1950-1965.

LE QUARTIER LATIN

Recherche un RÉDACTEUR SPORTIF

S'adresser au chef des nouvelles ch. 707 au Centre - Social

ATTENTION À CE QUE VOUS DITES

Par Jacques GUAY

"L'incident mérite d'être raconté en ce qu'il peut être révélateur de la façon de procéder de certains enquêteurs de la police. Je me devais, il me semble, de le verser au dossier des moeurs de cet Etat protégé que nous a légué Me Wagner.

C'était au printemps 1963, peu de temps après les procès escamotés de la première vague du F.L.Q., j'avais très bien connu Georges Schoeters alors que je dirigeais le Quartier Latin en 50, 60 et 61.

Je m'étais particulièrement occupé avec lui de trouver des bourses dans les universités du Québec pour les étudiants musulmans algériens en exil à cause de la guerre d'Algérie. Opération que des pressions de l'Ambassade française firent échouer et qui valut à la Fédération nationale des étudiants des universités canadiennes de subir une perquisition en règle de la R.C.M.P. Mais cela est une autre histoire.

Or donc c'était à Québec, au restaurant l'Aquarium, rue Sainte-Anne, dans la salle du fond, à gauche en rentrant. Vers minuit, Schoeters, que les journaux avaient présenté comme un illuminé dangereux, assoiffé de sang et rongé par le désir de tout faire sauter, venait d'être condamné à douze ans de prison.

J'étais avec un groupe de copains à qui je montrais une lettre datant de 1961 et dans laquelle le président de l'Union générale des étudiants musulmans algériens, Ait Chaalal, m'écrivait d'être prudent dans mes relations avec "Georges" afin de ne pas l'effrayer. Georges, notait-il en substance, n'était pas aussi politisé que nous deux et il fallait admirer chez lui le calme et la prudence. Dans le contexte, c'était pour le moins insolite. Il y avait de quoi réfléchir sur le destin. En 63 Chaalal pratiquait sagement la médecine... à Paris, et moi j'assistais placidement aux délibérations des députés.

Je n'avais pas remarqué à une table voisine un individu seul, face à un homard et à une bouteille de vin, costaud et assez rustre d'apparence.

"J'ai connu Schoeters, lance-t-il, avec un bon accent anglais, peux-tu me montrer cette lettre?" Je le rejoins à sa table. Il a

connu Schoeters en Algérie. Il a fait le coup de feu avec lui pour l'O.A.S.

Je savais que Schoeters, l'année précédente, avait été en Tunisie. Je savais par ailleurs que partisan du F.L.N., il était impossible qu'il ait déjà travaillé pour l'O.A.S.

"Peut-être ne s'agit-il pas du même personnage", risquai-je. Suit de la part du bonhomme une description méticuleuse de Schoeters: stature, poids, coupe et couleur des cheveux, tic, lunettes, manière de parler, bref la parfaite fiche de police. Et tout ça d'un trait, sans hésitation.

Tout en affectant d'avoir un peu trop cédé à Bacchus, trempant les mains dans le beurre chaud destiné au homard, et renversant son verre, il évite soigneusement tous mes pièges.

Son histoire est simple. Depuis l'Indépendance il n'y a plus d'argent à faire en Algérie pour un tireur d'élite comme lui. Il est venu faire le coup de feu au Canada et il pense que les gars du F.L.Q. n'ont pas tous été arrêtés, qu'il pourrait entrer en communication avec eux et leur vendre, un bon prix, ses services.

"Tu dois en connaître, présente-les moi?" Je n'en connais point.

Il demande alors: "Tu penses que les gars qui ont parti ça, les chefs, c'est des étrangers?"

Je réponds que l'hypothèse a été souvent avancée. Il lance alors: "Tu penses pas que certains sont rendus à Rio de Janeiro?"

Là, vraiment, je n'en sais rien et pour cause. C'était la première fois que j'en entendais parler.

(Plusieurs mois après l'incident narré ici, je devais lire dans Montréal-Matin qu'un avocat montréalais disparu et recherché était à Rio-de-Janeiro où il se faisait passer pour un partisan du F.L.Q. Mon interlocuteur avait vraiment des antennes.)

Comme je persiste à répéter que je ne sais rien, il me demande si je suis intéressé à faire le coup de feu. "Si oui tu n'auras qu'à me téléphoner demain."

Je refuse. Il me tend alors une feuille de papier et un stylo-bille. "Je crois pas ça que te journaliste. Ecris-moi un

paragraphe sur le F.L.Q. pour voir si t'es journaliste."

Je ne sais rien du F.L.Q. Il insiste: "Ecris-moi un paragraphe sur les feuilles d'automne."

Les bourgeois viennent à peine d'éclorre, les feuilles mortes ne m'inspirent pas. "En plus, expliquai-je, je suis syndiqué et mon syndicat me défend de travailler en-dehors de mes heures d'ouvrage." Je ne sais si un aussi gros subterfuge le convainc, mais il reprend son stylo-bille, paie la note et part. Il constate que je le regarde s'éloigner d'un pas assuré pour un bonhomme qui semblait si rond, et il tombe dans les bras de la fille de table et roule de table en table jusqu'à la porte.

Le lendemain midi il est revenu à l'Aquarium, m'a rapporté la fille. Il n'a jamais été revu ensuite.

Je ne fus pas le seul à être étonné par cette étrange conversation. Je constatai que les copains à la table voisine, dont des journalistes, n'en avaient pas perdu un mot.

Que serait-il arrivé si le lendemain j'avais téléphoné à cet individu? J'ai souvent regretté de ne pas l'avoir fait.

Pour moi et pour tous ceux qui étaient présents, comme pour tous ceux à qui j'en ai parlé, il ne fait pas de doute: c'était un flic. Il en savait trop sur Schoeters, du moins sur le Schoeters mesurable, et pas assez sur l'Algérie. Son histoire de l'O.A.S. ne tenait pas debout.

Je me demande combien de jeunes les agents provocateurs de la police ont aidé à entrer dans la clandestinité et de combien de crimes ils ont été les conseillers.

Un autre journaliste, plusieurs mois avant l'arrestation du premier réseau du F.L.Q., réussit à voir Schoeters et quelques autres membres de la cellule. Il fut surpris de ne pas revoir parmi les accusés ce type étrange, plus vieux que les autres, qui, contrairement aux autres, ne semblait pas avoir peur et qui parlait si fort de la violence nécessaire.

L'Etat policier c'est aussi une société où son propre frère est peut-être un flic. C'est celui où les amis de nos amis sont, en fait, leurs ennemis et où il faut se méfier des inconnus qui cassent le français et qui mêlent tout en jurant bien qu'ils épousent nos causes."